

Dossier : Que sont les villes lecture devenues ?

LES VILLES-LECTURE VUES DE L'EXTÉRIEUR

Claire DOQUET

Alors que l'idée des villes-lecture est lancée depuis plus d'un an, quel écho trouve-t-elle en dehors de l'AFL ? Quatre personnes, de professions et de préoccupations différentes mais que ce projet intéresse ont accepté de répondre à nos questions. Claire DOQUET rend compte ici de ses entretiens avec Cécil GUITART, ancien chargé de mission à la Direction du Livre et de la Lecture et responsable de la DRAC à Limoges ; Gérard SARAZIN, ancien Inspecteur Général des Bibliothèques ; Françoise VERCHERE, Première Adjointe au Maire de Bouguenais, près de Nantes, et Claude FAUCHART, responsable de marketing dans une grande entreprise de transports en commun, chargé de négocier avec les élus.

SUR L'IDÉE DES VILLES-LECTURE

"Ville-lecture", le libellé qui a tôt fait de devenir label, plaît en général : Gérard SARAZIN remarque qu'il a été récupéré par nombre d'organismes et de personnalités, et que ce fait seul est signe de succès. *"Les termes mêmes du label, dit-il, sont intéressants en ce qu'ils créent un paradoxe : la ville est symbole de modernité, de développement, alors qu'on ne croit plus tellement à la lecture par rapport à l'audio-visuel, par exemple"*.

Cet intérêt n'est pas partagé par Claude FAUCHART, qui pense que le mot lecture est connoté trop négativement pour attirer les élus. L'échéance de 1993, sur-médiatisée, met l'accent sur les moyens de communication en général, et l'idée de lecture est selon lui réductrice :

"La lecture ne couvre pas le champ des relations inter-individuelles, dans lequel j'inclurais aussi l'écriture et la parole. Il faudrait donc mettre en avant la nécessité d'expression des citoyens, qui est plus large que la lecture. Ainsi serait-il possible de tenir aux élus un discours pragmatique : les enjeux du XXI^{ème} siècle sont basés sur la qualification des citoyens, qui découle elle-même de leur formation. Une ville de l'an 2000 pourrait très bien se vendre comme celle où les habitants sont le mieux formés".

Françoise VERCHERE a évoqué au Congrès de l'AFL à Loctudy le flou des propositions de l'AFL : que va-t-elle faire, en particulier, des 2 francs par habitant qu'elle "réclame" ? C'est, selon elle, un gros handicap du projet, qui explique les réticences de communes, surtout quand certains, loin d'exiger de l'argent, en proposent pour la création des "villes-lecture" (voir en particulier le rapport PINGAUD).

Gérard SARAZIN, de son côté, considère que les municipalités doivent avoir un projet préalable à celui des villes-lecture : *"Une politique orientée uniquement sur la lecture ne serait pas viable, car pas clairement motivée. Il faut expliquer que la lecture est un moyen indispensable pour mener à bien le projet préexistant. Le problème, c'est que bien peu de villes ont un projet solide, donc une énergie suffisante pour s'investir dans la lecture"*.

COMMENT ILS VOIENT L'AFL

L'AFL a un problème d'image. Ce n'est pas nouveau, mais Claude FAUCHART le redit en des termes plutôt crus : *"Les militants passent pour des pédagogues préoccupés de lecture. Même s'ils sont plus que cela, leur vocabulaire est celui des intellectuels : ils font fuir les politiques qui attendent un discours pragmatique". Il parle de "vocabulaire post-soixante-huitard". Selon lui, mieux vaudrait éviter des mots trop connotés, comme "statut" et "démocratie", pour tenir un langage plus actuel, "même si c'est un peu démagogique".*

Cécil GUITART craint aussi les discours trop théoriques : *"L'idéologie prime sur la pratique quand on pense AFL"*. Si les villes-lecture font leur chemin, si l'association décide de produire des supports de promotion de l'idée, il faut absolument s'attacher à faire des propositions concrètes : on est dans un processus d'action, et pour y faire entrer les gens il ne faut pas leur parler seulement de grandes idées.

Françoise VERCHERE pose le problème de la tolérance des militants par rapport aux autres intervenants éventuels :

"L'AFL a atteint un tel niveau de théorisation et tant de certitudes qu'elle pense que ses idées sont les seules légitimes, d'où le risque permanent de heurts avec des gens moins bien informés, ou d'avis différent. C'est le problème du militantisme : on est tellement convaincu qu'on n'écoute plus les autres... Les membres de l'AFL ne comprennent pas que l'on veuille transiger, ils disent: "il faut choisir, c'est nous ou les autres". Bien sûr, mais c'est difficile pour un élu de mettre en avant une seule association au détriment des autres, qui ont aussi des choses intéressantes à dire et à faire...". La lecture, c'est bien l'affaire de tous ?

L'AFL a lancé le projet villes-lecture, et s'est volontairement limitée jusqu'à présent à la publication d'une charte dans laquelle chacun peut se reconnaître, mais aussi se perdre...

Selon Gérard SARAZIN, le rôle de la charte est de donner un sens à des actions. *"L'AFL peut impulser un mouvement, mais elle n'en sera jamais que le squelette: la chair, c'est l'ensemble des intervenants de la politique de lecture"*.

LES PROBLÈMES PRÉVISIBLES

Gérard SARAZIN oppose la ville-lecture à l'État-lecture, c'est à dire l'école. Il en résulte des résistances probables de la part de cette dernière dans la mise en place du projet.

C'est aussi l'avis de Cécil GUITART, qui considère l'immobilisme de l'Éducation Nationale et de l'ensemble des ministères : comment les faire collaborer, les impliquer dans un projet commun ?

"Les maux dont souffre l'Éducation Nationale sont liés pour une part à un excès de centralisation. Or, l'idée de ville-lecture suppose d'accepter que les enjeux et les moyens se trouvent à la périphérie : il faut donc prévoir un transfert de compétences qui peut aller jusqu'à l'implication des municipalités dans le projet pédagogique, d'où des conflits prévisibles, pour ne pas dire inévitables". L'école, même communale, est d'abord l'affaire de l'État. À ce niveau, la DRAC, grâce à ses liens privilégiés avec l'administration centrale et le local, favorise le dialogue.

Tout le monde est d'accord sur l'écueil numéro 1 : la reproduction à l'échelle nationale d'un prototype mis au point localement. Si une ville-lecture marche bien, il est probable que d'autres voudront l'imiter sans prendre la peine d'essayer de trouver les outils qui lui conviennent et l'échec est quasi-certain.

Cécil GUITART souligne la dangereuse manie française de transplanter partout un modèle qui a fait ses preuves sans tenir compte du terrain. Pour cela, le rôle des ministères doit être limité au strict nécessaire : personne n'a envie d'assister au parachutage de projets clefs en main qui ne conviendront véritablement qu'à la commune dans laquelle ils auront été mis au point. Gérard SARAZIN insiste sur la nécessité de partir du terrain : *"Il existe une idée, théorisée dans une charte. A partir de l'analyse d'actions déjà menées, on renouvelle ce qui est de l'ordre de l'idée pour en faire des réalisations. Chacune est spécifique, unique, puisque élaborée à partir de la spécificité du lieu, du moment, des habitants"*.

LES VILLES-LECTURE CONCRÈTEMENT

Françoise VERCHERE est en train de mettre en place une politique qui devrait faire de Bouguenais une ville-lecture.

Plusieurs réunions ont déjà eu lieu autour des adjoints aux affaires sociales, culturelles et scolaires, avec les services municipaux qui côtoient la population, des professionnels de la lecture, des orthophonistes, des enseignants, des associations comme l'AFL, la CSF, le Secours Populaire. Le premier problème n'est pas de faire travailler tous ces gens ensemble : tous sentent l'urgence d'actions concertées et efficaces, tous savent que la lecture n'est pas seulement leur affaire. Mais l'hétérogénéité des connaissances théoriques et des aspirations de chacun rend difficile la tâche de la coordinatrice : elle souhaite donc, avant de démarrer une action réelle, former les personnes susceptibles de la mener. Position qui rejoint d'ailleurs celle de l'AFL.

Pour éviter le sentiment de parachutage d'un projet extérieur, il faut partir du concret : les intéressés se réuniront dans un premier temps en sous-groupes pour faire un bilan des problèmes posés et essayer de trouver des solutions. Les thèmes de réflexion : **"lecture et petite enfance"**, **"la lecture de 5 à 16 ans"** et **"le réapprentissage lié au RMI"**. Ce dernier est celui qui pose pour l'instant le plus de problèmes : *"Les "RMistes" sont très peu lecteurs, mais bien peu voient la nécessité d'une formation en lecture. Quel langage tenir à ces gens, comment leur faire comprendre que leur réinsertion dans la vie sociale passe justement par cette lecture dont ils ne veulent pas ? Le problème de fond est que tous les gens qui se préoccupent de lecture sont déjà lecteurs. Toutes les informations que l'on reçoit sans s'en apercevoir, simplement en passant dans la rue, comment avoir conscience que pendant ce temps, d'autres passent à côté ? Pour un lecteur, la vie d'un non-lecteur est inimaginable, on plaque nos schémas qui sont faits pour nous, à partir de notre vie à nous... et certainement peu adaptés à la leur..."*.

Pour toucher ce genre de public, Gérard SARAZIN estime primordial d'éviter que la bibliothèque soit le centre logistique de la politique de lecture, comme on serait tenté de le faire par commodité : *"Il faut déplacer le centre, faire en sorte que la lecture soit présente là où on ne l'attend pas, c'est à dire justement dans les lieux fréquentés par les non-lecteurs"*.

Afin d'éviter la répétition de structures seulement municipales, pour que les gens aient l'impression qu'il se passe véritablement quelque chose de neuf, pour disposer de plus de moyens aussi, Françoise VERCHERE a souhaité collaborer avec une commune voisine : des possibilités de stages et de formations mis en place conjointement commencent à se dessiner. Une telle collaboration favorise également une concrétisation rapide : *"Il faut absolument éviter que les réunions ne deviennent une suite de discours théoriques, ce qui pourrait se produire si elles n'étaient pas ouvertes sur l'extérieur"*.

Pour cette mise en place concrète, Claude FAUCHART suggère la nomination dans chaque ville-lecture d'une personne responsable de l'élaboration et de la réalisation du projet : les élus n'ont pas le temps, et peut-être pas l'envie, de se pencher sur un tel problème. Il souligne toutefois les implications financières d'une telle embauche : *"Pour que la personne soit compétente et capable de se faire entendre, elle doit avoir un niveau bac + 3 ou 4, ce qui signifie une charge salariale de 160 000 à 170 000 francs par an. Sa formation de base importe peu : qu'elle soit économiste ou littéraire, l'essentiel est qu'elle ait une vue d'ensemble des problèmes. Il faudrait même qu'elle ne vienne pas d'un des secteurs principalement mis en jeu, que ce soit culture ou enseignement, pour ne pas avoir l'air partisan"*.

Tout le monde pense qu'il faut partir du concret: analyse de la situation, recueil de toutes les propositions, quelle que soit leur source. *"L'enjeu, dit Françoise VERCHERE, c'est qu'on n'ait pas de RMIste demain. On s'y prend un peu tard mais il faut essayer, après tout on n'a plus rien à perdre. C'est pour ça que toutes les idées, toutes les collaborations sont à envisager"*.

INFORMER POUR FORMER

Une information sur les enjeux de la lecture semble de première nécessité : informer les élus, mais aussi les différents intervenants pour partir sur des bases communes.

Pour Claude FAUCHART, il faut tenir aux élus un discours qui s'insère dans leurs préoccupations : *"Parler des problèmes de tous les jours, évoquer la vie de la cité plutôt que la démocratie qu'ils ne souhaitent pas toujours. A droite comme à gauche, les élus tiennent avant tout à leur siège"*.

Gérard SARAZIN est plutôt partisan d'un discours réaliste, seul garant d'efficacité : *"Il faut expliquer au élus que leur politique culturelle, si elle existe, ne touche pas plus de 15% de leurs administrés. Dire l'importance de la lecture dans la vie sociale et la profonde inégalité qu'ils instaurent inconsciemment en ne prenant pas en compte ce problème. La lecture doit devenir clairement et pour tous un accompagnement nécessaire du développement local"*. Il insiste sur la nécessité de sortir la lecture de ses ghettos culturel et charitable : on n'est pas là pour donner un peu de culture aux pauvres qui n'en ont pas, mais pour faire apparaître les enjeux de la lecture en termes de développement économique. *"Si quelqu'un expliquait un jour, à des économistes, avec le vocabulaire de l'économie, combien la lecture est rentable, on ferait un bond prodigieux."*

Au niveau des autres intervenants et de la population toute entière, Françoise VERCHERE a entrepris une information sur l'acte de lire : Jean FOUCAMBERT est venu à Bouguenais, le groupe local de l'AFL mène des actions diverses, en particulier en collaboration avec les écoles et le collège, la cassette vidéo sur **"Le mouvement des yeux"** a été présentée au cours

des réunions préparatoires. Pour elle, les premiers à informer sont les services municipaux, ne serait-ce que pour améliorer l'accueil des gens. Dans un deuxième temps, les personnels pourront se former pour mettre en place à leur niveau des aides à la lecture : *"Pourquoi ne pas envisager qu'elle ait une importance accrue dans les activités sportives, par exemple ?"*

Là se pose le problème de la sectorisation dans le fonctionnement municipal : *"Il sera difficile d'obtenir que les gens des différents services se consultent, communiquent pour rendre cohérente l'action à partir de la lecture. Mais elle passe en tout cas par une information, pour que chacun comprenne au moins ce que font les autres, même si la participation n'atteint pas tout de suite son niveau maximum"*.

Au niveau strictement municipal se posera forcément le problème de la remise en cause des actions existantes :

"La municipalité gère des structures, mais les illettrés ne s'y trouvent pas. Le travail réalisé en crèche et en maternelle est bon, mais il ne touche que les enfants qui, d'une façon ou d'une autre, ont en dehors d'elles des contacts avec l'écrit. Une politique de lecture doit évidemment entretenir ces structures, mais surtout en créer d'autres, avec des gens nouveaux qui ne se manifesteront que si on les informe".

LA MISE EN RÉSEAU

Il paraît évident que l'une des clefs du devenir des villes-lecture est la création de réseaux : d'écrits, bien sûr, mais aussi de personnes, de lieux, d'actions. Françoise VERCHERE témoigne de son entre eux, ce qui n'est pas toujours facile car chacun a une idée partielle et partielle du problème de la lecture. *"Les réunions déjà tenues donnent le sentiment de la multiplicité des aspects et des enjeux de la lecture. Or, il faut les prendre en compte tous en même temps, et essayer de les traiter ensemble, c'est à dire nécessairement avec des gens aux préoccupations différentes"*. Claude FAUCHART préconise une étude de marché pour déterminer quels types de personnes et de lieux seraient susceptibles d'être des éléments du réseau : les élus, bien sûr, l'ensemble des services municipaux, le secteur associatif, les écoles, les crèches, les bibliothèques, mais aussi beaucoup d'autres qu'il faut dès maintenant cerner.

Pour Gérard SARAZIN, des gens déjà actifs existent, c'est à l'AFL de les repérer, de leur offrir une aide. *"Le moyen idéal pour ce repérage est l'ensemble des média, mais ils sont pour le moment incapables de prendre en charge un tel travail. Il faudrait que les radios et les télé acceptent de laisser des non-professionnels mener une émission d'information pour expliquer ce qu'est ou devrait être une ville-lecture. Ce sont les militants AFL et les acteurs locaux qui doivent le faire, car eux-seuls sont capables de motiver d'autres gens : jamais des journalistes ne se montreront assez convaincants, alors qu'ils ne mesurent ni l'ampleur, ni la portée d'une telle réalisation !"*

Dans l'esprit d'une fédération des villes-lecture, Françoise VERCHERE parle, au niveau municipal, de fédérer les forces pour en tirer une action cohérente ouverte au partenariat. Gérard SARAZIN rejoint l'idée de fédération en considérant que le développement des villes-lecture suppose la mise en place d'un réseau spécifique qui ne soit pas celui des groupes locaux de l'AFL. Il propose pour cela d'utiliser des réseaux déjà existants : il existe en France une cinquantaine de sites pour le RMI, qui communiquent régulièrement entre eux ; la décentralisation a créé des réseaux intra et inter-régionaux, l'aide sociale est déjà structurée ainsi. En ce qui concerne les individus acteurs de la politique de lecture, il est bien évident

que l'AFL ne peut pas les repérer tous : il suffit de mettre la main sur quelques personnes actives qui se chargeront, par le réseau de leurs relations, d'informer les autres. *"Nous devons raisonner en biologistes : le tissu social, comme le corps humain, est composé de milliers de cellules, le moindre mouvement de l'une se répercutant sur les autres. Le tout, c'est de repérer quelques cellules d'où partira le courant"*.

Pour Cécil GUITART, beaucoup de communes agissent déjà en faveur de la lecture, mais ces actions sont isolées les unes des autres, même à l'intérieur d'une même commune. *"L'idée forte de l'AFL, le moteur du projet, c'est la mise en réseau des actions existantes qui permettra la mise en place d'autres actions dans le cadre d'une politique cohérente"*.

Initiatrice du projet, l'AFL ne peut ni ne veut le "contrôler" : sa récupération par des instances plus puissantes qui ne souhaitent pas forcément préserver sa nature est un danger permanent. Avec cette affirmation de la nécessité d'un projet politique, la lecture est plus que jamais l'affaire de tous, et pas seulement celle de l'AFL dont les membres sont surtout enseignants...

L'avenir du projet dépend autant de la manière dont le mèneront les villes intéressées que de l'aptitude des militants à partager le pouvoir que leur confèrent leurs connaissances.

Claire DOQUET